

Service Pénitentiaire

Prison de Kigali

Frais payés le 20. 12. 54
Quitt 960/270 3

6917
~~16708~~
~~44734~~

H2602/usa

Nom : NTIBABUZI

Origine : Muramba

Chefferie : Rusenyi

Territoire : Kibuye

Profession : Cultivateur

N° du R.E. : 9009 447-4 16707

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 12/7/1953

Condamné le : 4-6-54 par Trib 1^{er} inst à 2 ans SPP
14-12-54 Trib Appel à 845 à 2 ans SPP + 8000f. D.I. salt
1/4 de peine : 8-4-54 2-9-54 8-1-55 a présent

Sorti le : 12-7-56 12-7-55/8-1-56, sort le 19-7-55

Transféré le : Venu de Kibuye le 18/7/53. Grand à Kigali 21/7/53
Ou à usa 4-3-54

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



LE GARDIEN.

[Signature]

ASSIGNATION A PREYENIR

L'an mil neuf cent cinquante quatre le... 17^e jour de février...

A la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance
du Ruanda-Urundi.

Je soussigné... PEEL Jacques...

Maisonné assermenté...

de résidence à ... KIGALI...

Ai donné assignation et laissé copie à . NEIBABUZI, fils de Biraro, (+)
et de Ntabundakeba, (ev) originaire de la colline Ngoma, sous-chef Kimonyi,
chefferie Rusenyi, Territoire de Kibuye, y résidant, muhutu des abanyiginya,
marié à Kabahumbe, et à Kanyanja, trois enfants, cultivateur dans un milieu
coutumier, sans condamnation antérieure, ~~en~~ détenu préventivement à la prison
de Kigali.

Faisant profession de
résider à
Etant à..... KIGALI

et y parlant à lui-même
A comparaître devant le Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi séant à
Usumbura le 9 AVRIL 1954, à 8 heures du matin pour :

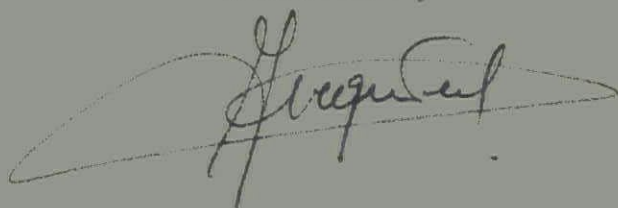
A) Avoir, dans la soirée du 27 novembre 1952 en pleine coopération, à la
colline Ngoma, chefferie Rusenyi, Territoire de Kibuye, Résidence du Ruanda
soustrait frauduleusement au préjudice de M. NIBITABI une somme de 415
francs, 7 centimes et un mouchoir, l'argent valant globalement 200 francs,
tricot valant globalement 200 francs, avec les circonstances aggravantes
suivantes que ce vol fut commis à l'aide de violence et de menaces et
nuit dans une hutte habitée.-
Infraction prévue et punie par les articles 21, 22, 23 et 24 et 25 du Code
Pénal Livre Second.

B) Avoir, dans les mêmes circonstances générales de temps et de lieu que
sub. 1^{re} en pleine coopération mis volontairement le feu à une hutte
inoccupée au moment de l'incendie appartenant au nommé M. NIBITABI,
habitation en matériaux non durables.-
Infraction prévue et punie par les articles 21, 22 Livre Ier et 20^e du
Code Pénal Livre II.-

Y présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à
intervenir.-

Don acte, coût: 37,50 francs.

L'AVOIGNE,



R. Ecrou n°

496191
16708/Kig.

R. M. P. N°

4129/Kig.

Proposition de Libération conditionnelle.

Indentité : NTIBABUZI

(nom - prénoms)

fils (fille) de

~~Nyiranzigiye~~Biraro
~~SEBULABA~~

et de

Nyiranzigiye

Wabudakaba

Originaire de

Ngoma s/che Kimonyo Territoire Kibuye

âgé de

Profession : cultivateur

Juridiction qui a prononcé la sentence	PREMIERE INSTANCE DU RUANDA-URUNDI A USUMBURA
Date du jugement	4 juin 1954
Motif de la condamnation	vol qualifié à l'aide de violences et de menaces - incendie volontaire
Durée de la servitude pénale principale	3 ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	12-7-53
Décision de la juridiction d'appel	2 ans SPD
Date du jugement d'appel	14-12-54
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	appel 8-4-55 2-4-55 8-1-55
Evasions	
Date de libération définitive	12-7-55

RESERVÉ A L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Résumé des circonstances de l'infraction — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

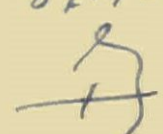
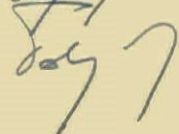
- avoir en pleine coopération soustrait frauduleusement au préjudice de Munyantwari une somme de 4.150 frs 7 chèvres et un mouton 3 pagnes valant globalement 200 frs 2 tricots valant globalement 225 frs avec les circonstances aggravantes suivantes que ce vol fut commis à l'aide de violences et menaces et la nuit dans une hutte habitée
- incendie volontaire de la hutte du plaignant

L'officier du Ministère Public.



1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.





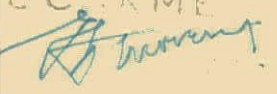
2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Défenseur Rebe De/avouable
8/1/55 22/4/55
 

OBSERVATIONS DU GARDIEN DE PRISON

Date approximative de naissance

Décision de l'autorité administrative

Dates 1955	Santé	Caractère Dispositions morales	Conduite	Signature Gardien de prison	Décision de l'autorité administrative
7/11	bonne	calme juste USA pas pauvre douceur	bonne		A libérer représenter dans trois mois ne pas représenter le Vice-Gouverneur Général, Gouverneur du Ruanda-Urundi p. o. 19/1/55 le Chef du Service du contentieux et de la Justice E. DUCARME
21.4.	bonne	calme. très pur. douceur	assez bonne		
					Cher souvenir 3. 7. 1955 19 Le Vice-Gouverneur Général Gouverneur du Ruanda-Urundi
					Le Chef du Service du Contentieux et de la Justice E. DUCARME 

Renseignements du Gardien de Prison

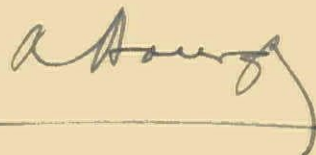
sur la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, les ressources de celle-ci, etc...

Défavorable 12. I 1955 Ri. 207

Défavorable 25.4.1955

Del.

R. P.



Résidence du Ruanda

N° R. E. 14.7.24/16708

Prison de Kigali

R. M. P. N° 4.129.4

FICHE DU DÉTENU : NTIBABUZI

Originaire de la chefferie Kusenyi (Mwaramba)

Territoire Kibuye

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 14.12.54, par Tribunal

à 2 ans S.P.P. 75f. par

du chef de vol. Art. 49 à l'aide de rochers et
incendie volontaire de hutte inoccupée

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
23-11-53	pas répondu à l'appel	4 jours de cachot
25-11-53	Refus de travail	8 jours de cachot
5-2-55	Vérite médicale sans motif	4 coups de fouet

Cette réquisition annule et remplace celle
du premier degré.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

Reg. du rôle, No

d'APPEL du R-U.

TRIBUNAL

Ie. Instance d'Usumbura

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 20 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923:

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

de recevoir et emprisonner le nommé

condamné par jugement du Tribunal

en date du

à

du chef d

d'Appel du Ruanda-Urundi

devenu irrévocable le

es art. 79 - 80 - 82 et 104

Usumbura

le 14 décembre

L'Officier du Ministère Public,

Le Procureur du Roi,

P LAMBOTTE

Date d'arrestation :

12.7.23

42602

k-o
J. Van der Key

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 429/Kij.

Reg. du rôle, No

TRIBUNAL de 1^{re} Instance de l'Urundi à Uvumbura.

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance de l'Urundi à Uvumbura.

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Uvumbura.

de recevoir et emprisonner le nommé NTIBABUZI

condamné par jugement du Tribunal de 1^{re} Instance de l'Urundi à Uvumbura.

en date du 4 JUN 1954

19 devenu irrévocable le

19

à 3 ans de S.P.P.

du chef de vol qualifié et incendie volontaire

Uvumbura

le

4 JUN 1954

19

L'Officier du Ministère Public.

Date d'arrestation :

12-7-53

42602

Ruanda-Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire

et la contrainte par corps

Tribunal de D'Appel du Ruanda Urundi

~~Conseil de guerre~~

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de d'Appel du Ruanda "rundi

~~Conseil de guerre de~~

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923:

Requiert le gardien de la prison de Kigali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

NTIBAZI

R.E. 16708

condamné par jugement du

Tribunal de d'Appel du Ruanda "rundi

~~Conseil de guerre de~~

du 14.12.54

19

, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

montant des frais du procès (ou) à 6 Mois

de contrainte par

corps faute de verser la somme de 8.000 R

montant des dommages-intérêts

à la partie civile.

Toute CPC réduite à

7 jours

A Usunbura

, le 10 Mai

195

5

L'Officier du Ministère Public.

Date expiration S.P.P.

Libéré conditionnellement

Paytupia de Wanyin

RPA. 263.

N^o 9600270

/C

L - USUMBURA REÇU de M NTI B A BUZI

le Septante cinq francs

il ci-dessous : TOTAL FRs 75.00

is Terr.	Amendes et Frais Pol. Terr. Centre	Droit Proportionnel Som. allouées	Produit Confiscations Judiciaires	Depôt Actes et Procurations	Autres Recettes (1)
-	-	-	-	-	-

Autre :
- 570
A
(Nom) Le Comptable
(Signature)

W. LIMAUGE
LE COMPTABLE GREFFIER
20-12-57

W. LIMAUGE

[Signature]

Ruanda=Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de

~~Conseil de guerre~~

APPEL DU RUANDA URUNDI

*Annulé par quittance n° 960870
du 20/12/54*

APPEL DU RUANDA URUNDI

Tribunal de

~~Conseil de guerre~~ de

L'Officier du Ministère public près le

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de

USUMBURA

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

NTIARA ANZI

RE

*16708
26602*

APPEL DU RUANDA URUNDI

Tribunal de

~~Conseil de guerre~~ de

condamné par jugement du

du 14.12.54

19....., devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de

(ou) à 7 JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

75 FRANCS

montant des frais du procès (ou) à

de contrainte par

corps faute de verser la somme de

montant des dommages intérêts

à la partie civile.

USUMBURA

21 DECEMBRE

54

TOUTE CPC REDUITE A 7 JOURS

, le

19

L'Officier du Ministère Public,
LE PROCUREUR DU ROI P. LAMBOTTE

Date expiration s.p.p

12-2-55

Libéré conditionnellement le

Lambotte

NOTIFICATION D'APPEL ET DE DATE D'AUDIENCE.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le *quatre* jour
du mois de **juillet** ;

A la requête de ~~W. FLAMENT~~, Greffier ~~titulaire~~ du Tribunal
d'Appel du Ruanda-Urundi, résidant à Usumbura;

Je soussigné, **J. DUPONT** huissier assermenté
résidant à Usumbura ;

Ai donné notification à **NTIBABUZI**, fils de **Biraro (dec)**
et de **Ntabudakeha (ev)**, originaire de la colline **Ngoma**,
sous-chef **Kimonyo**, chefferie **Rusenyi**, territoire de **Kibuye**,
y résidant, **muhutu** des **abanyiginya**, marié à **Kabahumbe** et à
Kanyanja, cultivateur

étant à Usumbura, à la Maison Centrale,
et y parlant à *lui-même*

De l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi
du Ruanda-Urundi, résidant à Usumbura, par lettre missive reçue
au Greffe du Tribunal d'Appel du Ruanda-Urundi, à Usumbura,
le **vingt-six juin mil neuf cent cinquante quatre**
du jugement rendu le **4 juin 1954** par le Tribunal de
Première Instance du Ruanda-Urundi, siégeant à **Usumbura**
en cause : Ministère Public contre **SEGATWA** et ~~crtsp~~
(**RMP.KIG. 4129** **R.P. 875** **R.M.P.A. 845**) ;

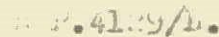
Faisant cette notification pour son information, direction
et à telles fins que de droit ;

Et d'un même contexte et à même requête que-dessus, j'ai,
huissier soussigné, notifié à **NTIBABUZI**
préqualifié, que la cause sera appelée devant le **TRIBUNAL**
D'APPEL DU RUANDA-URUNDI, séant à Usumbura, siégeant comme
juridiction répressive, au local ordinaire de ses audiences,
le **QUATORZE DECEMBRE 1900 CINQUANTE QUATRE**, à **8 heures du matin**,
vu son propre appel par lettre missive reçue au Greffe du Tribunal
d'Appel à Usumbura, le **14 juin 1954**.
Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et
parlant comme ci-dessus, laissé copie du présent exploit.

Ullath

Dont acte et coût: **huit** francs.
L'Huissier,

10/7/54



(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Vu les pièces de l'instruction à charge de MRABABUZI, un iv. no, préqualifié, détenu
à la prison de du li

Vu l'ordonnance en date du 4 août 1922

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
 nous, (2) Président

Confirmens pour un mois notre ordonnance en date du 17 de ce mois 1922

Fait à Paris le 10 janvier 1994

Le Juge du Tribunal de

1. The first of these is the fact that the

Permitting

- OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali
Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de NTABIBUZE, préqualifié

prévenu de vol

Vu l'ordonnance en date du 14/08/53 4 août 1953
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 17 novembre 1953

~~et vu l'article 35 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées (4)~~

Fait à Kigali le 17 décembre 1953

Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali
Police de

I. REISDORFF,

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Rwanda, résident à Kigali,
Police de (1) x

Vu les pièces de l'instruction à charge de NTABIBUZI, rwanda, qualifié,
détenu à la prison de Kigali
prévenu de Vol, art. 79

Vu l'ordonnance en date du 10 août 1952
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M

agréé par

nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 10 octobre 1952 ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 17 novembre 1952

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Rwanda, résident à Kigali
Police de x

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

N.A;

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

{	Résidence de	U Ruanda, résidant à Kigali
	Police de (1)	

Vu les pièces de l'instruction à charge de NTIBABUZI,
détenu à la prison de Kigali

munyarwanda; préqualifié,

prévenu de Vol

Vu l'ordonnance en date du 4 août 1953

autorisant la mise en détention préventive ;

Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par

nous, (2)

Atendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Atendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 18 septembre 1953.

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 18 octobre 1953

Le Juge du Tribunal de

{	Résidence de	U Ruanda; résidant à Kigali
	Police de	

A. PRUD'homme



(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

supplément

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de u Rwanda, résident à Kigali
Police de (1) XXXXXXXXXX

Vu les pièces de l'instruction à charge de NTIBABUZI? Muny Rwanda, préqual.
détenu à la prison de Kigali
prévenu de Vol, art. 79

Vu l'ordonnance en date du 4 août 1955.
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

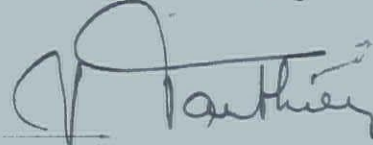
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 4 août 1955. ;

~~xxvii l'article 38 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté~~
~~provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)~~

Fait à Kigali le 19 août 1955.

supplément
Le Juge du Tribunal de { Résidence de u Rwanda, résident à Kigali
Police de XXXXXXXXXX

D. VICTORIEN.



(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil.

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante trois le 9^e jour du
mois de août ~~septembre~~

Par devant Nous Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Tribunal de Police de Kigali~~ a comparu le nommé NTIBABUZI, munyarwanda,
préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de Vol, art. 79, C.P.D.11.

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois
que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose

L'an mil neuf cent cinquante trois, le quatrième jour du
mois de août ~~septembre~~ suppléant

Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Police de Kigali~~

Attendu que le nommé NTIBABUZI, xx
est prévu de Vol

et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

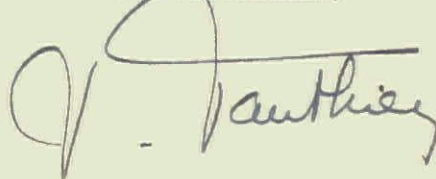
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé NTIBABUZI,
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge.-suppléant

D. VAUTHIER.



(Décret du 11 juillet 1923).

Taille

Cheveux

Sourcils

NA.

Yeux

Front

Nez

Bouche

Menton

Barbe

Figure

Signes particuliers :

RMP. 4129 / L.

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Première Instance d'Usumbura, séant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

Ntibabuzi, fils de Biraro (*) et de Ntabudakeba (ev) originaire de la colline Ngoma, sous-chef Kimonyo, chefferie Rusenyi, territoire de Kibuye, y résidant, muhutu des abanyiginya, marié ~~de~~ à abahumbe, et à anyanja, trois enfants, cultivateur dans un milieu coutumier, sans condamnation, prévenu de incendie volontaire d'une habitée, Vol, coups blessures simples.

infraction prévue par les art. s. 103, 79, 40;

Attendu que (1) ~~le prévenu est en aveu (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité~~ il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de 6 mois d'ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit Ntibabuzi,

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 29 juillet 195.

L'Officier du Ministère Public,

E. LAMY.-

Arrêté le

par

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le douzième
jour du mois de juillet
Nous, JALPERI L.T.H.
en Territoire de KIBUYÉ, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé NTIBABUZI, fils de Binaro (+)
et de NTABUDAKEBA (cv), originaire du Territoire de KIBUYÉ
chefferie RUKENYI, sous chefferie GISHITI
colline GOMA, résidant à GOMA
inculpé de incendie et coups et blessures et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
à Kibuye pour être transféré à KIGALI

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.